

# Bac pro 3 ans : un échec patent

## Contre la destruction de l'enseignement professionnel et des services publics,

## construire la riposte des personnels

**G**énéralisé en 2009, le bac pro 3 ans fait l'objet d'un constat sans appel : il ne se trouve plus personne aujourd'hui parmi les personnels pour le défendre. Perte d'une année de formation, diplômes dévalorisés, effectifs de classes surchargés et inadaptés aux besoins de nos élèves, nombre excessif de PFMP (stages en milieu professionnel), « tout CCF » (épreuves d'« examen » maisons), enseignements très souvent dispensés en classe entière, création d'enseignements « bidon » (Accompagnement Personnalisé ou EGLS), tout cela démontre l'échec de cette « réforme » qui n'avait pas pour but de faire réussir les élèves mais plutôt d'opérer des économies budgétaires sur le dos des élèves, des familles et des salariés.

Dans l'enseignement professionnel comme ailleurs, si certains se faisaient quelques illusions sur le « changement » promis, ils ont vite déchanté. Les destructions d'emplois continuent et les réformes mises en place sous Sarkozy n'ont pas été abrogées et se poursuivent. De nombreuses sections de LP ont fermé ou ont été réduites sur décision conjointe des rectorats et des Régions. Des postes sont régulièrement supprimés dans les LP. A la rentrée 2013, les effectifs des LP sont plus nombreux que les prévisions, ce qui aggrave encore les conditions de travail. Interpellé, l'administration refuse de donner les moyens nécessaires.

Beaucoup de collègues sont ainsi profondément démoralisés. Ils ont trop souvent le sentiment de ne servir à rien, d'être impuissants face aux difficultés scolaires des élèves les plus fragiles et face à la baisse du niveau d'exigence à l'examen.



**De l'argent, il y en a pour financer l'enseignement professionnel, l'éducation et les services publics. Ce n'est pas l'éducation qui coûte cher, ce sont les injustices et l'exploitation qui découlent de la casse des services publics et de la pénurie de moyens. Partout dans l'éducation, les gouvernements qui se succèdent réduisent les budgets, suppriment massivement des postes et font entrer à l'école le fonctionnement de l'entreprise et ses normes.**

L'enseignement professionnel initial sous statut scolaire est particulièrement menacé. Mais c'est dans le cadre d'une vaste entreprise de démantèlement et d'appauvrissement de l'Éducation Nationale: réforme des rythmes scolaires, « socle commun » et « rénovation » du collège, réforme du Bac technologique, « chantier » des métiers...

Il faut résister à ces attaques et tenir bon sur la défense de l'emploi, des conditions de travail et de la qualité de l'enseignement et du service public.

**Nous appelons les personnels à se réunir dès à présent en AG dans les établissements. Nous les appelons à discuter des perspectives d'action, en particulier la grève, qui pourraient mettre un coup d'arrêt à la destruction des emplois publics et à la dégradation de nos conditions de travail. Seuls les personnels massivement en lutte pourront imposer leurs choix, défendre leurs intérêts et ceux de la population.**



## **Pénurie des moyens :**

### **Effectifs surchargés, insuffisance du nombre d'heures de groupes, baisse du nombre d'heures d'enseignement**

En enseignement professionnel, avec la perte d'une année de formation et parfois la diminution du nombre hebdomadaire d'heures d'atelier la situation est alarmante. Ayant à cœur de transmettre le goût du travail bien fait, ils souffrent de ne pouvoir conserver un niveau de formation de bonne qualité. Certains cours s'effectuent dorénavant en classe entière (technologie ou économie- gestion, par exemple), les groupes d'atelier industriel sont à 15 élèves. Comment assurer un enseignement de qualité dans ces conditions ?

En enseignement général, travailler correctement avec des effectifs très élevés, parfois à 32 élèves, est souvent mission impossible. Aucune matière n'est épargnée : nombreuses sont les classes qui ont cours de français, d'histoire-géographie ou de mathématiques sans aucun dédoublement. Les cours d'arts appliqués ne sont quasiment jamais dispensés en groupes.

## **DHG : opacité, flexibilité et injustice**

La réforme du bac pro en 3 ans a fait exploser les règles de calcul et d'attribution des heures d'enseignement lors des DHG (Dotations Horaires Globales) : horaires flexibles sur 3 ans, disciplines en concurrence pour sauver leurs postes, calcul du volume horaire complémentaire (nombre d'heures de groupes) particulièrement opaque et inégalitaire, divisions mixtes non dédoublées, AP et EGLS utilisés comme variables d'ajustement...

## **Le tout-CCF alourdit la tâche des personnels**

Le CCF cristallise le mécontentement des personnels. Cette modalité d'évaluation est très lourde à gérer et désorganise les enseignements. Surtout, le CCF est très inégalitaire : c'est le même enseignant qui forme ses élèves, prépare les sujets d'épreuves, organise leur déroulement et corrige les copies ! Le CCF apparaît comme une manière de faire du chiffre et dans un contexte où la culture du résultat s'installe solidement dans l'EN, les taux de réussite aux examens sont ainsi gonflés artificiellement. Mais le diplôme est évidemment dévalorisé et ce n'est pas le projet ministériel d'introduire le contrôle continu pour le diplôme intermédiaire qui va améliorer la situation, bien au contraire.

## **Des enseignements illégitimes (Accompagnement Personnalisé, EGLS)**

Annoncé comme la solution au service de la réussite des élèves, l'AP n'a souvent rien de personnalisé et n'accompagne pas les élèves vers leur prétendue réussite. Souvent payé en heures supp, servant de variable d'ajustement au moment des DHG (Dotation Horaire Globale), on y trouve tout et parfois n'importe quoi. Prévu pour 2h30 par semaine, il a privé de nombreuses matières d'heures d'enseignement indispensables. Parfois organisé en barrette (mixage des élèves et des enseignants sur une demi-journée de la semaine), il prépare la casse de nos statuts et de nos conditions de travail.

L'EGLS (Enseignement Général Lié à la Spécialité) vire souvent à l'occupationnel et au fourre-tout. Autant d'heures qui seraient bien mieux utilisées pour réussir à boucler des programmes pléthoriques ou pour aider les élèves en difficulté.

## **PFMP : une alternance très lourde à organiser**

Les 22 semaines de stages en milieu professionnel constituent un casse-tête pour les personnels. Qu'il est difficile de caser tous nos élèves et d'assurer leur suivi ! Ces PFMP désorganisent et réduisent la durée des enseignements. Et la qualité de la formation en milieu professionnel laisse très souvent à désirer.

## **Des « réformes » de structure qui menacent lourdement l'enseignement professionnel**

### **La mise en concurrence avec l'apprentissage**

: présenté par les différents gouvernements comme la voie de formation à développer, l'apprentissage est instrumentalisé comme moyen de concurrencer la formation initiale sous statut scolaire. Les défauts de l'apprentissage sont volontairement passés sous silence : sélection à l'embauche, précarité (nombre de ruptures de contrats très élevé), conditions de sécurité et de tutorat souvent défectueuses, mainmise du patronat, enseignement général et théorique insuffisant, discriminations selon l'origine, le sexe ou le milieu social des élèves.

### **Une politique d'orientation qui vise à vider les LP**

: L'enseignement professionnel coûte cher. Le ministère et les rectorats, sans le reconnaître, en diminuant les offres de formations en LP, poussent de plus en plus les élèves de collèges soit en seconde générale soit vers l'apprentissage.

### **Le développement de la mixité des publics et des parcours**

: il s'agit de développer la prétendue complémentarité entre voies de formation (LP, apprentissage, formation continue pour adultes, VAE). Mais comment réussir à travailler correctement avec des publics aussi variés et à s'adapter aux contraintes de chaque voie de formation ? En réalité, cette mixité vise à bourrer les classes, à favoriser l'apprentissage et ainsi à renforcer la mainmise des intérêts patronaux sur la formation professionnelle. Elle risque en tous cas de dégrader encore plus les conditions de travail des personnels.

**La décentralisation** : le gouvernement veut renforcer le poids des Régions dans la formation professionnelle et casser le cadre national du service de l'éducation. La décentralisation renforce le pouvoir de barons locaux, soumet les décisions concernant la formation professionnelle aux besoins des entreprises locales et à la logique du court-terme, cherche à diviser le monde enseignant en l'atomisant et prépare la casse des statuts.

### **Les campus des métiers et des qualifications**

: conçus selon la logique des pôles d'excellence, les 12 campus des métiers et des qualifications sont lourds de menaces. Leur statut d'association loi 1901 risque de faire sortir les LP du système éducatif. La mainmise des entreprises va s'accroître puisqu'il s'agit de nouer avec celles-ci des partenariats privilégiés et de mettre à disposition les plateaux techniques des établissements scolaires. Enfin, les CMQ sont créés pour développer la mixité des publics et des parcours, et notamment l'apprentissage au détriment de la formation initiale sous statut scolaire. Un véritable cheval de Troie pour les LP et le système éducatif !